

Le nouvel environnementalisme du quotidien : durabilité, flux matériels et mouvements sociaux

The new environmentalism of everyday life: Sustainability, material flows and movements

David Schlosberg et Romand Coles

Numéro 82, 2019

Engagements et action publique face à la crise climatique

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1061885ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1061885ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

1703-9665 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Schlosberg, D. & Coles, R. (2019). Le nouvel environnementalisme du quotidien : durabilité, flux matériels et mouvements sociaux. *Lien social et Politiques*, (82), 246–276. <https://doi.org/10.7202/1061885ar>

Résumé de l'article

Cet article analyse les évolutions récentes en ce qui a trait à l'activisme environnemental, et plus particulièrement les mouvements axés sur la reconfiguration des flux matériels (*material flows*). Le souhait de durabilité a engendré un intérêt à changer la relation matérielle entre les humains, les autres êtres vivants et le monde physique. De plus en plus de groupes écologiques refusent maintenant de prendre part à des pratiques et à des institutions non durables; insatisfaits des solutions purement individualistes et consuméristes, ils accordent une importance croissante à la restructuration des pratiques quotidiennes de distribution, comme l'alimentation durable, l'énergie renouvelable et la fabrication. Cette transition vers un matérialisme plus durable est étudiée à l'aide de trois cadres : un dépassement d'une conception individualiste et centrée sur les valeurs du post-matérialisme pour privilégier les pratiques et les institutions collectives centrées sur la satisfaction des besoins de base; les concepts de gouvernementalité et de biopolitique de Foucault, qui articulent les modes de pouvoir autour de la circulation des choses, de l'information et des individus; et d'un nouvel éthos entourant un matérialisme à la fois vibrant et durable reconnaissant expressément l'immersion humaine dans les systèmes naturels non humains. Ces cadres nous permettent d'observer et d'interpréter des thèmes communs aux nombreuses initiatives, en apparence disparates, visant à remplacer les pratiques non durables et à forger des flux alternatifs.



Le nouvel environnementalisme du quotidien : durabilité, flux matériels et mouvements sociaux*

DAVID SCHLOSBERG

Professeur titulaire – Université de Sydney (Australie)

ROMAND COLES

Professeur titulaire – Université Catholique d’Australie

Dans cet article, nous nous penchons sur la genèse et l’effet d’un certain nombre de nouveaux mouvements sociaux dans plusieurs pays industrialisés. Ces mouvements représentent de nouveaux pas en avant pour la démocratie radicale, en arrivant à la fois à illustrer des réponses collectives innovantes et à formuler des critiques à toute une gamme de problèmes liés à la production, à l’approvisionnement et à la distribution des biens matériels nécessaires au quotidien. Partant de portions des mouvements environnementaux et de justice environnementale en forte croissance, jusqu’aux réponses communautaires aux défis des changements climatiques et d’un futur post-carbone, en passant par la montée d’une nouvelle domesticité basée sur l’artisanat, divers mouvements offrent de nouveaux modes d’organisation, des formes de résistance et modèles de vie démocratique *préfiguratifs* (« *prefigurative politics* »), plongés dans des relations redéfinies de vivre ensemble ainsi qu’avec le monde naturel.

Nous posons trois principaux cadres d’analyse qui nous aideront à envisager ces mouvements sur les plans théorique, politique et environnemental. Tout d’abord, au-delà d’un post-matérialisme individualiste ou fondé sur la

* Article traduit avec l’aimable autorisation des auteurs, référence originale : David Shlosberg et Romand Coles (2015), « The new environmentalism of everyday life: Sustainability, material flows and movements », *Contemporary Political Theory*, 15, 2 : 160-181. doi:10.1057/cpt.2015.34.

valeur ou l'intérêt, nous constatons que ces mouvements sont représentatifs d'un nouveau matérialisme durable, incarné par et intégré à des institutions collectives régulant les flux matériels. Deuxièmement, nous étudions ces mouvements en tant que forme de résistance à ce que Foucault appelait le pouvoir circulatoire. Outre la résistance à diverses pratiques problématiques relatives à l'industrialisation de l'alimentation, de l'énergie et de la production de biens, nous soutenons que ces mouvements créent des circulations alternatives de pouvoir et de nature matérielle à l'intérieur de nouvelles collectivités, et qu'ils y participent. Ils constituent des exemples de reconstruction et non seulement de résistance. Enfin, et c'est lié au point précédent, ces mouvements considèrent comme une problématique clé l'adaptation inadéquate, ou la relation décalée, entre le monde humain et non humain ; ils repensent et revoient les pratiques et les processus qui nous procurent ce qui est essentiel à nos vies matérielles, d'une manière qui tient compte de la relation profondément coconstitutive de l'immersion humaine dans les flux du monde qui lui est extérieur.

En fin de compte, notre argument est qu'il est possible de théoriser, de comprendre et de relier un vaste éventail de nouveaux mouvements et pratiques. Ces groupes eux-mêmes établissent des liens entre des préoccupations et actes de résistance concernant la déconnexion et le détournement du processus politique, les circulations de pouvoir dominantes et hégémoniques, et l'aliénation et la destruction subséquente du monde naturel. Par le passé, les réflexions théoriques se sont concentrées sur des valeurs ou des préoccupations uniques, comme la suffisance (Princen, 2005), le sacrifice (Maniates et Meyer, 2010) ou la justice (Schlosberg, 2007). Bien que chacun de ces cadres demeure absolument essentiel, nous trouvons prometteuse une interprétation particulière du nouveau matérialisme, celle qui dénote une préoccupation pour le pouvoir, les politiques et la durabilité représentés dans les matériaux et les flux circulant tant dans les communautés humaines que non humaines. Ces mouvements représentent une nouvelle politique du matérialisme durable, un environnementalisme de la vie quotidienne.

Notre intention n'est pas d'universaliser ou d'ignorer les motivations spécifiques à différents mouvements créatifs, mais de théoriser ce qui semble unir ces groupes pour former une mosaïque pluraliste de cette nouvelle forme d'action environnementale. Nous reconnaissons volontiers que nous nous sommes concentrés sur un ensemble de mouvements en place dans des pays industrialisés et, qui plus est, principalement dans des contextes

anglophones. Des critiques concernant des positions théoriques, ainsi que de nombreux exemples de ces mouvements qui proviennent du Sud ont éclairé notre approche (par exemple, Guha et Martinez-Alier, 1997; Esteva et Prakash, 1998; Shiva, 2008), mais ne figurent pas dans les cas utilisés pour cette étude initiale. Notre objectif est simplement de mettre au point une nouvelle approche théorique unique visant à comprendre un ensemble de ces mouvements, de tisser des liens politiques et stratégiques entre des groupes aux intérêts et aux objectifs apparemment hétéroclites, et d'établir un cadre pour l'étude d'autres mouvements et contextes.

Nous commencerons par effectuer un survol général des différents types de mouvements auxquels nous nous référons. Bien que nous ne nous proposons pas ici de présenter un ensemble exhaustif d'études de cas, nous croyons qu'il est important d'expliquer ce que nous considérons comme de nouveaux mouvements axés sur la vie quotidienne avant de discuter des différents cadres de notre analyse. Nous concluons ensuite en abordant certaines critiques et préoccupations qui pourraient être soulevées, et nos réponses initiales à celles-ci.

1. Nourriture, énergie, fabrication : les mouvements néo-matérialistes

Une variété de mouvements peut être observée dans le cadre matérialiste durable dont nous discutons. Les mouvements alimentaires récents en sont un exemple : la croissance des marchés fermiers, l'agriculture soutenue par la communauté, les conseils de politique alimentaire, etc. Entre 1994 et 2012, le nombre de marchés fermiers aux États-Unis est passé de 1 755 à 7 864, avec une croissance annuelle de 9,6 % au cours de la dernière année seulement (United States Department of Agriculture, 2013). Ces marchés servent des millions de personnes aux États-Unis et sont la principale source de fruits et légumes frais de nombreux Américains. Le réseau de plus en plus étendu de conseils de politique alimentaire constitue un autre bon exemple. Ces conseils, regroupant divers acteurs du secteur alimentaire dans les États et les villes, sont des réseaux démocratiques locaux qui, d'un côté, combattent la présence de la malbouffe dans les écoles, l'insécurité alimentaire, les déserts alimentaires en milieu urbain et l'agriculture non durable, et, d'un autre, travaillent à mettre en place des systèmes alimentaires qui profitent aux fermiers, à la santé des consommateurs et à l'environnement (Winne, 2011; Agyeman, 2013). Depuis la formation du premier conseil de politique

alimentaire, en 1986, 100 autres ont vu le jour dans des États et des villes partout aux États-Unis (Winne, 2011 : 158-159). Une croissance similaire a été observée pour les fermes dédiées à l'agriculture appuyée par la communauté, qui établissent une relation et un partenariat à la fois intime et solide entre les fermiers et les consommateurs. On dénombre actuellement entre 1 800 et 2 300 de ces fermes aux États-Unis. De plus, le nombre d'exemples de nature alimentaire illustrant la tendance vers la consommation collaborative et les réseaux complexes de partage de produits agricoles ne fait que croître. Ces entreprises ainsi que d'autres initiatives alimentaires locales, organisées par des réseaux communautaires, ont aidé à accroître le nombre de fermes aux États-Unis, renversant la tendance au déclin observée tout au long du 20^e siècle. Cette croissance est alimentée en premier lieu par les petits producteurs et les fermes urbaines, dont plusieurs sont la propriété de jeunes, de nouveaux immigrants et de femmes (Gottlieb et Joshi, 2010).

Ces groupes se sont souvent formés suite à des préoccupations et à des luttes précédentes de justice sociale et environnementale. Par exemple, c'est à Détroit que l'on retrouve l'un des mouvements d'agriculture urbaine non conventionnelle dédiés à la justice alimentaire les plus prometteurs aux États-Unis. Les habitants de Détroit, forts d'une tradition d'organisation communautaire redevable aux mouvements de syndicalisation, de droits civiques et de justice environnementale, ainsi qu'au *Black Power*, sont à l'origine d'un éventail croissant d'initiatives communautaires et environnementales qui attirent l'attention du monde entier. Parmi elles, notons le *Detroit Agriculture Network*, un réseau sans but lucratif qui regroupe près de 900 potagers et fermes en milieu urbain au sein de la ville. Ce contexte place Détroit à l'avant-plan d'un mouvement national dynamique visant une plus grande production alimentaire locale et une diminution de la dépendance de la collectivité à l'agriculture industrialisée et aux problèmes qui lui sont associés (Whitford, 2009 ; Boggs, 2012). Bien que certains défenseurs des premières heures de la justice environnementale aient renoncé à l'idée d'autosuffisance alimentaire dans son ensemble, car elle leur rappelait le métayage passé, des préoccupations concernant l'accès à la nourriture, le développement économique, la santé et la revitalisation de la communauté, la préservation culturelle et la connexion à la terre et à l'environnement ont aidé à solidifier et à stimuler ces nouveaux mouvements et organisations. Des préoccupations semblables concernant la justice sociale, le fonctionnement et le développement communautaires se manifestent au sein des mouvements pour la justice alimentaire dans de nombreuses villes.

Une autre illustration de cette préoccupation pour ce que les collectivités mangent, mais aussi pour la façon dont elles le mangent, est le mouvement «*slow food*», aussi appelé écogastronomie, qui a débuté en Italie avant de gagner en popularité en Europe, aux États-Unis et en Australie. Au microniveau de la table à laquelle se rassemblent des gens pour manger, des millions de personnes commencent à s'éloigner de l'homogénéité appauvrie des systèmes alimentaires industriels. Résistant à la banalisation alimentaire, à l'empressement excessif et au néant écologique de l'(agri)culture de la restauration rapide, une foule de personnes recherchent des modes de production, de distribution, de préparation et de dégustation de la nourriture plus lents, en cherchant à « marier plaisir, conscience et responsabilité, étude et connaissance, et à offrir, à travers un nouveau modèle d'agriculture, des perspectives de développement aux régions pauvres ou défavorisées », favorisant ainsi la biodiversité à l'échelle des différents continents (Petrini, 2004 : XVII-XVIII). Si certaines critiques considèrent que le mouvement «*slow food*» est principalement riche et occidental, ou encore qu'il est insensible à la nature politique de l'alimentation globale par rapport à l'alimentation locale (Honig dans Browning, 2008 : 439), il n'est pas question ici simplement d'un souci des pays développés ; en plus de l'attention à la justice sociale et à la communauté afro-américaine aux États-Unis, Esteva et Prakash (1998) ont discuté d'initiatives mobilisatrices en Amérique latine, et Shiva (2007) documente de longue date des mouvements œuvrant dans la même veine en Inde. Nous ne souhaitons pas simplement souligner que les mouvements alimentaires prennent de l'importance, mais qu'ils s'articulent comme des structures de rechange pour l'organisation des collectivités et des flux matériels, simultanément quoique différemment, dans plusieurs communautés autour du monde (Petrini, 2010).

Qu'ils existent en réponse à la faim, à l'insécurité alimentaire et aux déserts alimentaires dans les centres-villes, et aux émissions de carbone de l'agriculture industrielle, ou pour lutter contre la disparition des aliments et pratiques traditionnelles, ces mouvements partagent plusieurs objectifs en commun : défier le pouvoir en place et créer de nouvelles institutions collectives et des systèmes alimentaires novateurs qui incarnent des relations matérielles plus durables entre les collectivités humaines et le monde naturel qui subvient à leurs besoins. Ensemble, ces mouvements représentent la mise au point d'un nouveau modèle de circulation applicable à l'agriculture et à la nourriture.

De même, les mouvements relatifs à l'énergie, du nombre croissant d'initiatives énergétiques communautaires au Royaume-Uni (Walker *et al.*, 2010 ; Bomberg et McEwen, 2012), au réseau de plus en plus vaste de villes et d'initiatives de transition présent partout en Europe (Barry, 2012), en passant par une « transition équitable » du charbon et du nucléaire vers l'éolien et le solaire dans la réserve Navajo, permettent de varier les façons dont l'énergie est produite et distribuée, ainsi que la manière dont les collectivités s'établiront dans un avenir post-carbone. Une fois de plus, nombreuses sont les motivations à l'œuvre ici, qu'il s'agisse de durabilité, de survivalisme (dans le cas de certains défenseurs de la transition du pic pétrolier) ou de personnes cherchant à retirer l'énergie des mains des grands producteurs et des pollueurs. Les énergies éolienne et solaire ont souvent été vendues comme essentielles à ce que Lovins (1979) nommait la « voie de l'énergie douce ». Comme le vent et le soleil sont très dispersés, ils ont souvent été considérés comme particulièrement souples, et même immensément suggestifs, d'une production et d'une distribution hautement décentralisées, ce qui pourrait permettre aux économies contemporaines d'échapper aux puissantes circulations des combustibles fossiles. En tant que telles, les pratiques énergétiques de rechange illustrent des possibilités du matérialisme durable qui s'apparentent à celles qui émergent en agriculture. La production énergétique partagée est un des aspects de cette mutation, mais la littérature limitée traitant de la consommation collaborative (Botsman et Rogers, 2010) se concentre uniquement sur le potentiel commercial, et non sur la signification du mouvement en soi. En contraste, le collectif FARMA zapatiste, les efforts du groupe Yansa pour relier énergie et autonomie économique, et le nombre croissant de coopératives énergétiques communautaires suggèrent que les mouvements eux-mêmes lient intentionnellement les nouveaux flux énergétiques, les finances, les technologies et les communautés politiques afin de résister et de créer des solutions de rechange aux circulations à très grande échelle de l'industrie du carbone (Abramsky, 2010 ; Walker *et al.*, 2010).

Un autre aspect central du nouveau matérialisme durable se concentre sur des solutions de fabrication et la création d'une « nouvelle domesticité » qui comprend la production de conserves, la couture, le reprisage, la mode écologique « *trashion* » et le recyclage créatif. Plutôt que de simplement protester contre les ateliers de misère et leurs conditions de travail, le caractère de plus en plus jetable de la mode et l'aliénation de nombreux produits technologiques, ainsi que contre leurs relations problématiques avec le

pouvoir capitaliste mondial, la déresponsabilisation des consommateurs et les différents problèmes sociaux et économiques, un nombre croissant de groupes communautaires se consacrent à l'artisanat et à la fabrication. Au sein de ces mouvements, l'idée prédominante est de s'immerger dans la relation physique que nous avons avec les ressources que nous utilisons et de la reconnaître, tout en comprenant que la transformation passée des moyens de production est à la fois aliénante et non durable. Cet aspect du nouveau matérialisme durable est relativement répandu et se généralise dans les économies développées, où de nombreux groupes s'autodéfinissent comme activistes adoptent différents aspects de la fabrication artisanale pour des raisons purement environnementales, économiques et politiques.

En devenant eux-mêmes des artisans ou en encourageant des producteurs utilisant de la main-d'œuvre locale et des matériaux durables, ou encore en redonnant une place aux articles faits à la main dans leur quotidien, les adeptes de ces mouvements posent des gestes qui sont à la fois des actes de résistance individuelle et de reconstruction institutionnelle (voir Payne, 2011; Anderson, 2012; Matchar, 2013). « Il s'agissait initialement de frugalité et d'un souci de savoir ce que je donnais à mon corps... mais cela s'est transformé en geste politique » (traduction libre de Payne, citée dans Matchar, 2011). Bien que certains détracteurs de cette nouvelle domesticité y voient une atteinte aux avancées féministes et que leurs références limitées aux motivations « vertes » ou « environnementales » pourraient indiquer une rupture continue entre les mouvements féministes et écologiques (MacGregor, 2009), ces pratiques incarnent une tendance vers la réappropriation des processus de la vie matérielle et des flux de capitaux, de matériaux et de pouvoir.

L'objectif est en partie de reconquérir la valeur des connaissances et de l'action, mais également d'un art domestique perdu. Trouvant origine en partie dans les mouvements post-féministes et post-punks prônant le *Do it yourself*, et dans une nouvelle génération de magazines post-féministes comme *Bust* et de sites web d'artisans comme Etsy, cet ensemble de mouvements en plein essor a aidé à susciter un regain d'intérêt pour le tricot, la confection de vêtements, et des talents comme la couture et les travaux d'aiguille au sein d'un public plus jeune et plus dissident. L'axe domestique de cet intérêt renouvelé pour les relations matérielles dans la fourniture du nécessaire à la vie courante est complété par l'évolution d'un mouvement regroupant des programmeurs de logiciels libres, des « moddeurs » technologiques et des créateurs se concentrant sur les technologies « faites maison » et les communautés qui

s’y dévouent, illustrées, par exemple, par les événements *Maker Faire* et le magazine *Make*. Ici, l’accent est mis sur l’aliénation de la technologie, mais le mouvement partage l’intérêt démontré par la nouvelle domesticité pour le détachement des circulations à très grande échelle du capitalisme mondial et l’importance de la création de flux alternatifs afin de garder les matériaux et la fabrication aux niveaux personnel et communautaire.

Dans chacun de ces domaines, le développement de mouvements et d’institutions communautaires, au-delà des gestes purement individuels, est réfléchi et ciblé. Nous sommes encouragés à mettre ces valeurs en pratique individuellement de nombreuses façons, comme en posant 50 gestes pour sauver la planète ou en achetant des ampoules à DEL et des fruits et légumes biologiques chez Walmart. Cependant, même les actions individuelles plus engagées, comme l’achat d’aliments dans les marchés fermiers, l’installation de panneaux solaires ou le recyclage créatif de vêtements, ne semblent avoir ni portée ni effet sur la problématique plus large des pratiques et des flux matériels et sociaux. Les actions individuelles peuvent permettre à une certaine part de notre quotidien d’échapper à ces flux et ainsi d’apaiser nos valeurs. Toutefois, ces gestes isolés ne sont simplement pas considérés par les participants aux mouvements comme étant suffisants pour interrompre les flux des pratiques industrielles dévitalisantes et anti-environnementales.

En réponse, bon nombre de personnes et de mouvements se sont mobilisés pour remédier à leurs préoccupations grâce à des solutions de rechange plus innovatrices, collectives et reconstructives que celles proposées par les institutions et que les pratiques non durables qui peuplent leurs vies. Plutôt que de simplement démontrer un intérêt pour une nourriture de plus grande qualité ou une production énergétique post-carbone, ces citoyens et groupes communautaires conçoivent de nouveaux systèmes énergétiques et alimentaires, auxquels ils participent pour ensuite profiter de leurs fruits. L’institutionnalisation de réponses collectives plus larges — à ce que l’on considère comme des flux matériels inacceptables — est essentielle.

Les personnes qui participent à ces mouvements et pratiques sont souvent parfaitement conscientes de l’originalité de leurs motivations politiques, et de leurs stratégies et conséquences. D’ailleurs, ces mouvements gagnent indubitablement en nombre et en portée. Néanmoins, d’un point de vue théorique, les cadres analytiques actuels visant la compréhension des mouvements environnementaux ne traitent pas adéquatement de cette grande

variété d'innovations interreliées. Bien que certaines études clés portent sur les nouveaux mouvements alimentaires (Gottlieb et Joshi, 2010 ; Alcon et Agyeman, 2011), elles demeurent axées sur un cadre égalitaire pour les comprendre, tandis que nous les voyons également comme une manifestation d'une préoccupation plus vaste relative au matérialisme durable. Beaucoup de travaux réalisés sur la chute de l'énergie et les villes en transition se limitent à présenter des directives techniques ou des louanges dépourvues de toute critique (Hopkins, 2008 et 2011). En ce qui concerne l'artisanat et la fabrication à la main, la discussion se fonde la plupart du temps sur les soupçons de la communauté féministe voulant que cette nouvelle domesticité soit un pas en arrière vers la cuisine, et ce, bien que les participants au mouvement y voient plutôt un objectif moral, un « symbole de résistance à la nourriture industrielle et à ces effets dévastateurs pour l'environnement... quelque chose de non seulement amusant, mais de nécessaire et même vertueux » (Matchar, 2011 : 1). Quoique les écrits consacrés à la théorisation de l'environnementalisme urbain soient de plus en plus abondants (par exemple, Loftus, 2012), ces travaux ne s'intéressent pas à la relation entre les différents mouvements urbains. Hess (2009) présente une étude perspicace des mouvements localistes qui traite d'un éventail de ces efforts, y compris de ceux déployés dans les secteurs de l'alimentation, de l'énergie, du commerce de détail local et des médias. Toutefois, tandis que Hess se concentre sur la réponse de ces mouvements à la mondialisation et à la menace pour le local, nous sommes d'avis que les conceptions entourant le pouvoir et la durabilité au sein de ces groupes requièrent l'application de cadres supplémentaires, notamment d'une nouvelle approche matérialiste de la vie quotidienne.

Notre objectif est ici de bâtir et de pousser plus loin ces travaux, ainsi que de mobiliser plus pleinement les significations politiques et matérialistes larges et nombreuses qui caractérisent les pratiques de ces mouvements et organisations communautaires. Comme nous l'avons esquissé plus tôt, nous voyons trois façons distinctes, quoiqu'interreliées, de comprendre et de mettre en contexte ces mouvements, leurs motivations, visions, significations et obstacles, tous en lien avec les flux de pouvoir et de matériaux présents au sein des groupes et de la collectivité :

- 1 une transition de la notion conventionnelle des politiques post-matérialistes vers un matérialisme durable mettant l'accent sur les pratiques collectives et les institutions pour répondre aux besoins fondamentaux de la vie quotidienne ;

- 2 les conceptions de Foucault entourant la gouvernamentalité et la biopolitique, qui articulent les modes de pouvoir autour de la circulation des choses, de l'information et des individus ;
- 3 un éthos d'une reconnaissance plus explicite de l'immersion humaine dans les systèmes naturels et un virage dans notre compréhension des relations entre humain et entités non humaines.
- 4 Ces cadres éclairent des thèmes communs à bon nombre d'initiatives d'apparence disparate.

2. Au-delà du post-matérialisme : les matérialismes vitalistes et attentifs

Nous avançons que ces mouvements sont mieux compris lorsqu'ils sont vus non pas comme des exemples d'un post-matérialisme nouvelle génération, mais plutôt comme une incarnation pratique d'un nouveau matérialisme vitaliste et durable. Cette position remet en question les bases d'une théorie ancienne des nouveaux mouvements sociaux.

La notion aujourd'hui classique de post-matérialisme entrevoit les préoccupations environnementales comme un champ d'intérêt qui n'émerge qu'une fois les besoins primaires comblés. Comme Inglehart l'a longtemps soutenu (par exemple, dans Inglehart, 1989 et 1997 ; Inglehart et Welzel, 2005), la satisfaction des besoins élémentaires est suivie, chez le citoyen, d'un glissement vers diverses préoccupations post-matérialistes. Les personnes aux valeurs post-matérialistes mettent l'accent sur des choses comme la qualité de vie, la collectivité, l'expression de soi et les droits de la personne plutôt que sur des questions entourant les besoins physiologiques et la sécurité, étant donné que ces derniers sont jugés avoir été satisfaits dans les pays développés. Dans cette compréhension, l'État-providence offre le niveau de développement nécessaire pour passer à un monde de préoccupations plus prestigieuses entourant l'identité, les valeurs et les intérêts autres qu'économiques. De ce fait, les préoccupations environnementales se consolideraient en un mouvement, uniquement après que l'ensemble du système politique soit prêt à aller au-delà des batailles concernant les salaires, les conditions de travail et les éléments de base à la survie.

Sur le plan politique, Inglehart souhaitait au départ expliquer les mouvements sociaux du type de ceux ayant émergé dans les années 1960 et 1970, et la façon dont les valeurs étaient alors exprimées tant de façon conventionnelle, dans les processus de pression électorale et législative classiques, que dans les engagements politiques contestataires comme les manifestations, le boycottage et les actions directes. Quoique les travaux récents se concentrent sur des études comparatives plus vastes des valeurs post-matérielles ou post-modernes (Inglehart, 1997) et les changements culturels qu'elles entraînent sur le plan collectif, l'idée qui prévaut est que l'évolution politique émane de citoyens qui, individuellement, insistent (soit directement, soit par l'entremise de sondages d'opinion) pour que ces valeurs soient représentées et traitées par des groupes d'intérêt et/ou par leur représentant dans les États démocratiques. Le fondement de cette thèse post-matérialiste est qu'il y aura un lien relativement direct entre la mutation des valeurs individuelles, un tournant culturel plus important et une évolution de l'environnement politique, de telle sorte que les politiques refléteront alors ces nouvelles valeurs ; ce post-matérialisme assume l'existence d'un pluralisme libéral.

La présomption du post-matérialisme à l'effet que les nations et les peuples moins développés se soucieraient moins de l'environnement a été maintes fois critiquée — par exemple, les écrits sur « l'environnementalisme des pauvres » (Guha et Martinez-Alier, 1997 ; de même que de nombreux travaux de Vandana Shiva), ainsi que la réalité des luttes en justice environnementale relatives aux déchets toxiques et à une myriade d'autres enjeux dans les collectivités moins fortunées aux États-Unis (Bullard, 1993 ; Szasz, 1994). En outre, les travaux de Dunlap concernant les valeurs environnementales ont longtemps illustré leur présence dans bon nombre de pays, cultures et contextes économiques, contredisant l'association étroite entre elles et les conditions post-matérielles (par exemple, Dunlap et Mertig, 1997). Par conséquent, l'hypothèse de la nécessité de conditions matérielles préalables pour l'apparition de valeurs environnementales a déjà été problématisée, en théorie comme en pratique.

Nous estimons pour notre part que les hypothèses mises de l'avant par la thèse post-matérialiste, autant en ce qui a trait aux politiques qu'à l'« immatérialité » (*disembodiment*), sont elles aussi problématiques. L'un des problèmes est que le processus politique prévu, de la modification des valeurs individuelles ou collectives à l'adoption de politiques publiques connexes, est confronté à un contre-courant important, longtemps noté par les critiques

du pluralisme libéral. Les intervenants contemporains sont porteurs d'un ensemble de valeurs qui ne sont reflétées ni par les politiques formelles ni par les interactions quotidiennes avec la matérialité répondant aux besoins primaires. Il existe par conséquent un déficit de mise en œuvre de plus en plus manifeste et marqué. Nous avançons que la frustration découlant du fossé entre les valeurs politiques et écologiques, de même que des paysages et courants politiques, culturels et industriels quotidiens et à grande échelle qui nous entourent, a engendré une montée des nouveaux groupes et mouvements dotés d'une notion beaucoup plus concrète et appliquée de ce en quoi consiste un acte politique opportun et nécessaire.

Il s'agit plus que d'une simple conscience des valeurs qui ne sont pas mises en œuvre, ou de la nature destructive et contraire à ces valeurs des pratiques existantes : cette conscience de la présence d'un fossé est liée à la compréhension du pouvoir circulatoire, présentée ci-dessous. Les acteurs politiques des mouvements dont nous discutons comprennent que le processus visant à traduire ces valeurs en politiques est entravé par les économies politiques du pouvoir circulaire – y compris les flux entre le pouvoir des entreprises et l'État (Wolin, 2008) – et est instable dans la mesure où il connaît des revers qui semblent être une conséquence à la fois de la désinformation concertée de la part d'intérêts corporatifs, ainsi que d'une organisation et d'un cadrage déficients du côté des organismes à vocation environnementale. Ce type d'analyse a mené à une reconceptualisation généralisée du pouvoir et de la place accordée aux valeurs au sein de la société moderne qui, à son tour, commence à engendrer de fortes perturbations. Ces dernières prennent la forme de contre-pratiques et d'altérations des pratiques, des pouvoirs et des flux qui posent de nouveaux défis tant au régime biopolitique actuel, obtenu grâce aux économies politiques de mégacirculation, qu'au cadre théorique post-matérialiste qui a été largement adopté pendant la période où ce régime s'est le plus renforcé et est devenu dominant. Pour autant que la matérialité puisse être comprise en matière de flux entre humains, autres êtres vivants, choses et écosystèmes, comme nous l'expliquerons dans notre troisième cadre, les valeurs ne sont plus envisagées comme une sphère ajoutée tant bien que mal aux faits matériels, de l'extérieur. Au contraire, elles sont de plus en plus comprises comme étant immanentes aux relations et aux orientations communes aux êtres en mouvements – les pratiques, effets, extractions, dépôts, accumulations, dynamiques, épanouissements, dégradations

et améliorations d'un monde en devenir (par exemple, Connolly, 2011). De ce point de vue, la distinction nette entre matérialisme et valeurs n'a guère de sens en tant que cadre éthique ou politique.

Il s'agit d'un post-postmatérialisme, une politique présentée comme une solution de rechange à l'idée d'un post-matérialisme où les valeurs des individus sont représentées dans les pratiques politiques existantes. Les mouvements sociaux au centre de ce projet sont axés sur le remplacement des pratiques non durables et sur la création d'institutions et de flux de rechange, à la fois productifs et viables, qui s'inséreront à l'intérieur d'un ensemble tout à fait nouveau de flux matériels, qui serait une forme de résistance à la fois politique et écologique. Les individus n'étant plus disposés à prendre part à des pratiques et à des institutions non durables, et étant insatisfaits des réponses purement individualistes basées sur la consommation, sur l'appartenance à des organisations établies et sur le processus électoral, une importance croissante est accordée à bâtir de nouvelles institutions collectives autour des pratiques quotidiennes de durabilité matérielle.

Nous sommes — pour paraphraser une vénérable tradition de pensée qui est en contradiction avec le subjectivisme moderne et le discours du post-matérialisme — beaucoup plus dans l'être, ou le devenir matériel, que dans le penser. Si tel est le cas, pour comprendre les valeurs contemporaines, ainsi que pour œuvrer à transformer nos vies quotidiennes, nos économies, nos politiques et les valeurs qui leur sont intimement liées, des interventions politiques devront être réalisées au niveau des personnes et des pratiques matérielles. Quelle nourriture produisons-nous? Comment la produisons-nous? Quelles relations ceux d'entre nous qui ne produisent pas la majorité de ce qu'ils mangent entretiennent-ils avec ceux qui le font, et avec les animaux, les plantes, le sol et l'eau de leur ferme? Quelles sont nos habitudes alimentaires actuelles? Lesquelles pourrions-nous adopter? Comment partageons-nous et distribuons-nous la nourriture? Quelles micropratiques et disciplines en matière de pédagogie agroécologique pourrions-nous encourager dans les écoles? Comment nos paysages ruraux et urbains sont-ils interreliés? Comment échangeons-nous les semences? Des questions semblables sont soulevées dans les domaines de l'énergie, de la fabrication, de l'eau, des médicaments, des devises, etc.

3. Pouvoir, flux, circulations

Manifestement apparentés, nous voyons ces mouvements servir de réponses concrètes et de contrepoids au pouvoir circulatoire. Pour Foucault, la sécurité et la gouvernementalité commencent par la « suppression des murailles », tendance observée pour la première fois au 18^e siècle en réponse à la croissance économique et à la montée du commerce, de la circulation des céréales, des marchandises et des gens, et des problèmes d'hygiène liés à la surpopulation (Foucault, 2009 : 18). Le « problème de la circulation », dont les villes devenaient « les agents parfaits », apparaît de plus en plus comme le contexte crucial de l'exercice du pouvoir.

Cependant, la circulation n'est pas simplement un contexte de l'appareil de sécurité ; elle fait partie intégrante des activités de ce nouveau mode de pouvoir. La gouvernementalité travaille de concert avec les circulations, s'insinue dans celles-ci, s'unit à elles et les utilise. La sécurité opère en infiltrant, en influençant et en utilisant les flux de criminels, de biens, de céréales, de chômeurs, d'immigrants illégaux, de maladies, de commerce et ainsi de suite, afin d'atteindre de grands résultats considérés comme bonifiant le pouvoir et donc désirables. De plus, les institutions des pouvoirs sécurisés fonctionnent non seulement en s'infiltrant, mais aussi en produisant et en multipliant les circulations qui tendent à reconstruire le monde et les êtres humains afin de maximiser les flux générant du pouvoir.

Quoique la circulation accrue des céréales au 18^e siècle fasse partie des conditions ayant stimulé le développement de la gouvernementalité, la façon dont Pollan (2007) discute de la circulation d'une « rivière de maïs » mondiale illustre la forme extrême qu'un tel pouvoir prend aujourd'hui. Les nouveaux mouvements alimentaires sont une réponse à cette situation. Le corps humain possède une capacité d'absorption de nourriture relativement limitée, mais le complexe de circulation industrielle des aliments a graduellement permis au corps d'outrepasser cette limite, par exemple en ajoutant du sirop de glucose à haute teneur en fructose à ce que nous mangeons et buvons, altérant ainsi les mécanismes biologiques qui signaleraient autrement la satiété. Nos corps, nos désirs et nos réalités sont retravaillés quotidiennement pour nous transformer en « mangeurs industriels ». Ainsi, trois Américains sur cinq sont maintenant en situation de surpoids et souffrent des nombreux problèmes de santé associés à cet état. Toujours selon Pollan, les Américains sont porteurs d'isotopes particuliers qui marquent le flux et le pouvoir du secteur de

l'agriculture industrialisée basée sur le maïs de leur pays. « Nous voici donc : du maïs transformé ambulant » (2007 : 23). Berry (2010 : 146) résume de manière poignante notre situation : « Le consommateur idéal de l'industrie alimentaire est attaché à une table, un tube reliant son estomac directement à l'usine de transformation des aliments », une image même employée par Disney dans son film d'animation *Wall-E* (Stanton *et al.*, 2008). La circulation économique du maïs représente et illustre l'incarnation et le fonctionnement du pouvoir contemporain.

En réponse, les nouveaux mouvements alimentaires et agricoles mettent au point des circulations de rechange afin de remplacer les pratiques industrielles problématiques. L'objectif est de s'éloigner de la circulation industrielle du pouvoir par le biais de la nourriture et des institutions et pratiques qui lui sont associées, ainsi que de mettre en place des flux de nourriture de remplacement, allant des pratiques fermières à petite échelle et plus durables aux marchés fermiers, où les producteurs écoulent leurs produits directement auprès des consommateurs, en passant par les arrangements agricoles appuyés par la collectivité, les conseils de politique alimentaire, les potagers urbains, etc. Nous avançons que les mouvements actuels entourant les aliments, l'énergie, l'eau, le transport et les besoins primaires sont souvent une réponse consciente au pouvoir circulatoire.

Certains des lieux les plus intéressants de développement de flux de substitution ont émergés des luttes pour créer de nouvelles formes de vie puisant dans l'héritage des groupes écartés et dominés par ce pouvoir circulatoire. En effet, des pans du mouvement de justice environnementale se sont longtemps concentrés sur la circulation et l'infusion de toxines dans le corps des femmes, des enfants et des personnes de couleur (Sze, 2006 ; Gabrielson, 2011), et ils sont attentifs au fait que ces groupes demeurent disproportionnellement exclus des circulations de nourriture saine (Alcon et Agyeman, 2011). Exemple type du nombre croissant d'initiatives partout aux États-Unis, le *Sustainable Food Center* d'Austin, au Texas, a mis sur pieds le programme *Happy Kitchen/ La Cocina Alegre*, qui permet aux participants, en grande partie des femmes et des immigrants, d'échanger des recettes et des renseignements sur la nutrition, et d'incorporer des ingrédients saisonniers frais à leurs repas. Les diplômés de ce programme deviennent souvent ses futurs formateurs, ce qui permet de créer des solutions de rechange au flux habituel d'informations provenant « d'experts » et de défendre une justice alimentaire visant à perturber les flux de pouvoir dominants (Winne, 2011). Du côté des fermiers, le

Women, Food, and Agriculture Network a rassemblé les femmes qui détiennent plus de la moitié des terres agricoles aux États-Unis pour faire avancer des flux plus durables en agriculture (<http://wfan.org/about/>). Des mouvements inspirés du féminisme *Chicana* et des *United Farm Workers* problématisent de plus en plus les frontières et les circulations dominantes de nourriture et d'employés agricoles, tout en accueillant à bras ouverts de nouveaux flux de personnes, des modes de production durables et des solutions autres que la course folle des activités des usines de transformation alimentaire (par exemple, Apostolidis, 2010). De toutes ces manières, ceux qui ont subi les impacts les plus néfastes des mégacircuits contemporains font partie de ceux qui co créent une politique de flux matériels justes et durables.

Dans chacun de ces cas, les mouvements vont au-delà de la critique et cherchent à remplacer les pratiques et les circulations de pouvoir qui ont des conséquences dévastatrices pour la santé humaine et la durabilité écologique, qui génèrent de grandes iniquités de pouvoir et qui nous séparent de la cocréation et du partage des besoins quotidiens de base. Ils déconnectent les individus et les collectifs de ces flux d'aliments industrialisés, de combustibles fossiles et de la mode jetable des ateliers de misère, afin d'entraver leur pouvoir. Tandis qu'une partie de leur pouvoir d'attraction réside dans l'esthétique et l'expérience des produits eux-mêmes, l'accent est mis ici sur le rôle que jouent à la fois le fabricant et le consommateur dans le remplacement des flux de pouvoir indésirables et, ce qui est crucial, dans l'incarnation d'une circulation des biens plus locale, plus productive et plus viable, avec le pouvoir déplacé dans de toutes nouvelles institutions (voir aussi Coles, 2012).

Bien qu'il existe de nombreux exemples d'organisations et de mouvements s'attaquant à des enjeux précis dans ces flux et circulations, on peut aussi observer qu'un vaste éventail de ces enjeux sont rassemblés, notamment dans les mouvements localistes et de transition. Amorcé à l'origine au Royaume-Uni, le mouvement des villes en transition s'est répandu dans toute l'Europe et, dans une moindre mesure, aux États-Unis. L'idée derrière le mouvement est de diminuer ou d'éliminer la dépendance envers les sources d'énergie à base de carbone, et de revoir et recréer différentes pratiques de production locale tout en maintenant un haut niveau de qualité de vie. Comme l'avancait Barry (2012 : 27), le mouvement des villes en transition illustre une approche de « gestion adaptative créative » visant à bâtir des communautés plus résilientes. Il se fonde sur « la croyance de base voulant que les communautés de personnes puissent façonner les conditions (socio-économiques et sociales)

de leur propre prospérité» (115). De même, comme l'a exploré Hess (2009), nous retrouvons le mouvement localiste aux États-Unis, incarné, par exemple, par la Business Alliance for Local Living Economies. Quoique plutôt diversifié et pluraliste, le mouvement localiste fait contrepoids aux pratiques et aux effets des entreprises internationales, et offre «les ingrédients des projets visant à bâtir des politiques plus démocratiques, plus justes et plus durables pour le 21^e siècle, ou du moins, à atténuer ce que certains croient être un futur inévitable d'effondrement social et environnemental» (Hess, 2009 : 22). Poussant plus loin cette idée, nous voyons dans ces mouvements une réponse aux pratiques quotidiennes défectueuses et défaillantes qui sont ancrées dans les flux constants des relations de pouvoir contemporaines, et des actions de reconstruction qui prennent la responsabilité directe d'entraver et de remplacer ces flux, en relocalisant et régionalisant une grande partie de ce qui a été enlevé aux communautés. L'objectif n'est pas uniquement la résilience face aux flux actuels, mais une transition s'écarterant de ceux-ci. Des transformations radicales d'un tel pouvoir circulatoire exigent l'élargissement de réseaux, pratiques, institutions et pouvoirs émergents en matière de contre-circulation et de circulation alternative.

Ces nouveaux mouvements matérialistes illustrent une résistance croissante à participer aux flux de pouvoir qui reproduisent des pratiques qui endommagent les écosystèmes ou qui contribuent au changement climatique. En incarnant de nouvelles formes de pouvoir et en faisant partie de flux plus durables en ce qui a trait aux aliments, à l'énergie et aux autres besoins quotidiens, ces mouvements expriment simultanément des formes de résistance et d'autonomisation. Ils sont une contre-gouvernementalité, une gouvernamentalité environnementale et viable (Hobson, 2013).

4. Matérialisme vitaliste et durable : flux et immersions dans le non-humain

Notre argument final, étroitement lié aux autres, est que ces mouvements dotés d'un nouveau souffle sont souvent fondés sur des conceptions qui impliquent un changement de relation avec l'environnement dans lequel les besoins humains sont ancrés. Le désir de durabilité et de justice environnementale a engendré un intérêt pour la transformation de la relation très matérielle avec les «ressources» et le monde non humain.

Le lien entre les cadres politique et écologique du matérialisme vitaliste et durable que nous examinons peut être observé dans les travaux récents sur le matérialisme. Bien que leurs écrits contiennent de nombreux thèmes et axes de recherche, Coole et Frost (2010) discernent trois « thèmes inter-reliés mais distincts » qui, selon nous, définissent et orientent utilement ce que nous appelons le mouvement au-delà de la théorie et de la pratique post-matérialiste. Tout d'abord, il existe un glissement des paradigmes subjectivistes privilégiant la cognition et la valeur humaine vers « une orientation posthumaniste au sens qu'elle conçoit la matière elle-même comme vivante ou présentant une agentivité » (Coole et Frost, 2010 : 7). Cette matière englobe, mais dépasse les corps humains, qui sont eux-mêmes immergés dans de vastes flux de matérialité biotique et physique dotés de différents types et degrés d'agentivité. Le facteur humain est donc de plus en plus compris comme étant redevable d'un réseau de systèmes et d'assemblages d'agents complexes et dynamiques (voir aussi Khan, 2009 ; Bennett, 2010). Ensuite, cet état d'immersion soulève bon nombre d'enjeux biopolitiques et écopolitiques — une foule de questions cruciales concernant la responsabilité humaine envers et pour le monde plus qu'humain. Enfin, Coole et Frost (2010) insistent sur le fait que « la recherche liée au néo-matérialisme atteste d'un réengagement critique et non dogmatique envers l'économie politique, où la nature des détails de la vie quotidienne et des structures géopolitiques et socio-économiques, ainsi que la relation entre ces réalités, est explorée sous un nouveau jour ». Généralement, le cadre d'un nouveau matérialisme met en relief et insiste sur le fait « que les humains, y compris les théoriciens eux-mêmes, doivent être reconnus comme pleinement immergés à l'intérieur des contingences productives de la matérialité » (Coole et Frost, 2010). Politiquement, nous voyons ce type de question être évoquée par les mouvements sur lesquels nous nous penchons.

Ce cadre, comme nous l'avons suggéré, donne naissance à une nouvelle conception et à une nouvelle pratique d'une durabilité attentive aux flux et aux relations du quotidien. Quoique certains aient critiqué le nouveau matérialisme pour son inattention aux actes politiques (voir la critique de Washick et Wingrove, accompagnée des réponses de Ferguson et Bennett, 2015), ces critiques passent souvent outre ses vastes implications politiques. Ces mouvements préoccupés par les flux de la vie quotidienne représentent de nouvelles politiques matérialistes. Le désir de durabilité, souvent en réponse aux changements climatiques, a engendré un intérêt pour la mutation de la

relation très matérielle avec le monde naturel. L'objectif d'un grand nombre de ces mouvements incarne souvent explicitement un important glissement dans les articulations théoriques et pratiques de la relation de l'humain avec le reste du monde naturel. La préoccupation réside dans le flux même de la nourriture, de la matière, de l'énergie et de l'eau — des choses — du monde naturel, à travers nos processus productifs, dans et à travers nos corps, puis, à nouveau, dans le monde naturel. Il est question d'une reconstruction de ces relations en pratique plus durables pour la culture, la distribution, la consommation et le recyclage de ce que nous mangeons, aimons, absorbons et transmettons par le biais des pratiques et sociétés humaines. Il y a un intérêt pour la circulation du pouvoir humain dans un contexte de nature non humaine. Plusieurs groupes liés aux mouvements alimentaires, énergétiques et de fabrication artisanale reconnaissent ces flux et tentent de reconfigurer ceux qui minent actuellement les capacités des écosystèmes, des corps et des communautés humaines en des flux minimisant leurs effets négatifs sur eux. Les nouvelles institutions sont construites de façon à diriger explicitement les flux matériels de la vie quotidienne de manière dynamique, résiliente et durable, avec un souci particulier pour la relation entre la réponse aux besoins humains et l'environnement dans lequel ces besoins sont comblés. Il ne s'agit pas uniquement de la mise en œuvre d'une valeur ou d'une logique précise, comme la réponse de la suffisance aux contraintes écologiques discutée par Princen (2005). L'idée d'« assez » s'applique en effet à la relation de l'humain avec la nature, mais aussi aux institutions et pratiques plus vastes qui ne prennent tout simplement pas compte de cette relation.

Ces mouvements ne visent pas uniquement l'adaptation ou la durabilité, mais une relation éthico-matérielle résiliente et transformative avec le monde naturel dans lequel les êtres humains et les collectivités sont immergés. Ils cherchent à critiquer et à remplacer les pratiques dévitalisantes et non durables de la domination de la nature non humaine par des pratiques et des flux qui reconnaissent les êtres humains comme des animaux intégrés à des relations matérielles avec les écosystèmes et le non-humain. L'accent est mis sur la création d'institutions de rechange cocréatives, productives et durables, sur les plans local et régional, qui reconstruisent nos interactions quotidiennes avec le reste du monde naturel.

Les mouvements entourant les nouvelles pratiques en matière de matérialisme durable illustrent la résistance à l'idée que le développement humain doive passer par une séparation ou une domination de la nature. Les flux de besoins

matériels reconstitués sont principalement conçus pour se soucier des processus, des possibilités, de l'épanouissement mutuel et des limites de la nature. Les mouvements entourant les nouvelles pratiques illustrent ce que plusieurs ont commencé à théoriser à propos de cette relation. Latour (2011), par exemple, est l'un de ceux qui avancent que le développement humain a trop longtemps trouvé ses fondements dans une séparation avec la nature. Un mouvement plus réengagé verrait « le processus du développement humain ni comme une libération de la nature ni comme un recul face à celle-ci, mais plutôt comme un processus d'attachement progressif et intime » à ce qui n'est pas humain (Latour, 2011 : 17). Comme le défend Whiteside (2013) en ce qui a trait à Latour et comme l'incarnent les mouvements dont nous discutons ici, l'objectif est « de faire preuve de vigilance à l'endroit des capacités à maintenir la vie de notre environnement biophysique afin d'en faire une préoccupation constante » (Whiteside, 2013 : 203).

Hess (2009) voit pour sa part la durabilité comme l'intérêt croissant d'un éventail de mouvements localistes. Nous en convenons, mais nous croyons que plusieurs de ces groupes sont beaucoup plus explicites en ce qui concerne la relation humain/non humain en matière de pratiques quotidiennes de vitalité et de vulnérabilité. Les mouvements pour un matérialisme durable tentent activement de remplacer une politique de séparation par une politique d'immersion, une politique de domination de la nature par une politique qui reconnaît l'humain comme un animal faisant partie intégrante de relations matérielles avec les écosystèmes et le non-humain. Comme l'explique Barry (2012 : 28) lorsqu'il discute du mouvement de transition, l'objectif est :

[...] d'explicitier ces formes de relations de dépendance envers la nature et les autres êtres humains qui ont été occultées, oubliées ou autrement cachées dans la modernité. Cela comprend les relations (matérielles, mais également symboliques) entourant la nourriture, la terre et les liens entre la production, la reproduction et la consommation.

Autrement dit, nous ne prétendons pas que ces mouvements offrent la seule ou nécessairement la meilleure solution aux innombrables problèmes politiques, économiques et écologiques posés par la vie moderne. Nous souhaitons uniquement souligner qu'un nombre croissant d'activistes et d'organisations redéfinissent la forme et les fondements de leurs actions de façon à ce qu'ils s'harmonisent aux politiques d'un nouveau matérialisme durable.

5. Critiques, dangers et défis

Ces nouveaux mouvements circulatoires de résistance et de matérialisme durable ont fait l'objet de nombreuses critiques. Nous sommes d'avis que bon nombre d'entre elles sont relativement mineures et faciles à régler. Le défi principal réside non pas dans les critiques politiques de la stratégie ou de l'approche adoptée par ces mouvements, mais plutôt dans la nature résiliente des flux extrêmement forts du pouvoir dominant, les mêmes qui sont ciblés par les mouvements que nous décrivons.

Bien sûr, de nombreuses critiques des stratégies matérialistes ancrées dans les communautés émanent du point de vue classique du pouvoir politique souverain. Certains désapprouvent le mouvement des villes en transition, par exemple, à cause de ce qu'ils perçoivent comme sa nature apolitique. En effet, ces mouvements ne s'impliquent pas nécessairement dans les politiques électorales nationales afin de chercher à obtenir des changements politiques particuliers (Read, 2008) ou ne soutiennent pas de groupes liés à d'autres mouvements luttant contre des pollueurs précis (Chatterton et Cutler, 2008). Une résistance et des solutions de rechange sérieuses n'exigeraient-elles pas plutôt un leadership dynamique axé sur des politiques nationales et étatiques, des régimes réglementaires internationaux, des redéploiements massifs du capital agricole et d'autres objectifs similaires dépassant le cadre local? Manifestement, il est ardu d'imaginer des transformations profondes à une échelle suffisante sans une considération soutenue de ces changements.

Cependant, ces critiques interprètent mal la politique, et cela, de deux manières. Premièrement, les efforts de substitution des pratiques matérielles qui ne sont pas durables ou résilientes ne remplacent pas les politiques électorales ou les programmes gouvernementaux, mais s'ajoutent à cet effort politique distant, quoique nécessaire, qui pourrait ou non porter fruit lorsque combiné aux démarches locales, régionales et transnationales mettant le corps au centre du véritable changement et de la production de contre-institutions. Donc, comme le montre l'exemple des limites des campagnes développées dans l'État de Washington aux États-Unis, nous avons constaté un déplacement vers le domaine important des politiques d'État, ainsi que vers l'activisme local du type dont nous avons discuté. Cependant, l'activisme est aussi présent à l'échelon national, et les manifestations concernant le pipeline Keystone et 350.org sont peut-être les représentations les plus frappantes de cette réalité. Cependant, les activistes prônant le désinvestissement dans

les carburants fossiles, par exemple, sont fort probablement aussi engagés dans des pratiques matérialistes durables au niveau local. De même, les mouvements alimentaires des États-Unis, du Royaume-Uni et de l'Australie visent à mettre en place de nouvelles circulations d'une économie alimentaire localiste, mais continuent également à faire du lobbying et à protester pour que des changements soient apportés aux politiques alimentaires étatiques, nationales et transnationales (Schurman et Munro, 2010). Une fois de plus, une forme d'engagement politique n'en remplace pas simplement une autre : l'action politique du nouveau matérialisme n'est pas un jeu à somme nulle ou une situation à choix unique.

Deuxièmement, au sein du mouvement alimentaire comme ailleurs, plusieurs critiquent le supposé élitisme apolitique de certains des intervenants : ceux disposant des revenus et des avantages peuvent plus facilement s'éloigner des pratiques dominantes (comme cela est illustré par Pollan, 2007). Toutefois, il existe un important souci de justice dans les mouvements alimentaires et localistes, au milieu de groupes qui traitent du racisme, du privilège, de la culture, de l'accès et du pouvoir (Hess, 2009 ; Gottlieb et Joshi, 2010 ; Alkon et Agyeman, 2011 ; Taylor, 2013). Donc, un solide élément politique est de toute évidence présent au sein de ces groupes (souvent également engagés envers la réforme des politiques locales, régionales et nationales, ainsi que de régimes internationaux), même si ces derniers existent souvent en dehors des canaux de politique électorale normaux.

Ce que nous pouvons constater dans de tels mouvements n'est pas nécessairement l'habituel groupe d'intérêt libéral, s'organisant autour d'une valeur et faisant du lobbying pour une représentation au niveau ou dans la sphère du pouvoir classique. Ils servent plutôt, souvent intentionnellement, de formes et d'exemples de politiques *préfiguratives*. L'objectif central n'est pas de s'organiser pour revendiquer ou voter un changement ; le but est de véritablement incarner ce changement, et de faire la démonstration de pratiques et de relations de rechange plus résilientes et plus durables. Comme le présentait Maniates (2012), « dans la quête d'une puissante politique de transformation, la vie quotidienne pourrait ne pas être aussi banale que nous le croyons », surtout dans la mesure où elle promet de transformer les êtres, les communautés, les relations transfrontalières et les imaginaires éthico-politiques, et ainsi de nous rapprocher de changements politiques et économiques plus larges. Des programmes du Département de l'agriculture américain appuyant les initiatives alimentaires de rechange suggèrent des

synergies avec les politiques nationales, qui pourraient être étendues afin d'amener ces politiques alternatives à une autre échelle (Gottlieb et Joshi, 2010 ; Bonfiglio, 2012). De la même façon, l'étude de Sirriani (2009) portant sur la « gouvernance collaborative » identifie des avenues prometteuses pour conjuguer les politiques démocratiques formelles aux pratiques démocratiques *grassroots* se constituant autour des projets de flux alternatifs.

Pourtant, la critique la plus importante de ces efforts est sans aucun doute leur vulnérabilité face aux structures et aux pratiques mêmes du pouvoir circulatoire qui s'intensifie rapidement et qu'ils cherchent à remplacer. Deux facteurs en potentielle interaction sont particulièrement frappants à cet égard. Tout d'abord, les modes de circulation dominants assimilent les visions et les pratiques alternatives de manière à attirer de nouveaux flux et désirs matérialistes, et à les ramener dans le giron des mégacirculations du pouvoir. Les supermarchés Whole Foods, par exemple, ont été des pionniers de l'alimentation biologique commerciale, adoptant des pratiques souvent très contraires aux flux démocratiques du matérialisme durable (Pollan, 2007 ; quoique cela ne soit pas toujours le cas, voir Bonfiglio, 2012). Sans surprise, la grande industrie du (souvent semi-)biologique s'est agressivement imposée au sein des organismes de réglementation qui établissent les normes permettant de déterminer ce qui est considéré comme biologique. Elle a pris la place de plus petites sociétés indépendantes, elle a colonisé des sièges à l'origine prévus pour les représentants des consommateurs, placé du personnel administratif à des postes destinés aux petits exploitants actifs dans l'agriculture biologique et offert d'autres sièges à des représentants de sociétés seulement partiellement biologiques, pour ensuite défendre les organismes génétiquement modifiés, une myriade de substances synthétiques et des pratiques condamnées par la grande majorité des adeptes du nouveau matérialisme (Strom, 2012). Ensuite, et simultanément, certaines articulations du mouvement pour un matérialisme durable le présentent comme un nouveau « oui » qui évite les aspects plus conflictuels du changement. Ces articulations pourraient avoir tendance à diminuer la réflexion critique, les énergies et le désir de s'engager dans des actes politiques agonistiques, qui sont aussi nécessaires pour supplanter les circulations et les institutions problématiques ciblées.

Le mouvement pour la justice alimentaire de Détroit constitue un exemple des contestations qui sont susceptibles d'émerger plus fréquemment au fur et à mesure du développement des politiques du matérialisme durable. Le succès croissant et l'aspect prometteur du mouvement ont commencé à

attirer les intérêts commerciaux et les investissements potentiels dans des projets d'agriculture à grande échelle pour la ville, mais selon des façons qui pourraient affaiblir les initiatives *grassroots*. Aux yeux de plusieurs membres du mouvement des potagers urbains de Détroit, le groupe Hantz, fondé par l'un des hommes les plus riches de la ville, représente le symbole de cette stratégie de gouvernementalité des entreprises visant à assimiler les initiatives communautaires et à faire des profits au dépens de ces dernières. Les dirigeants communautaires des initiatives d'agriculture urbaine à travers la ville affirment que le groupe Hantz a formulé ses plans sans collaboration et a négocié un ensemble de mesures incitatives substantielles avec le maire à huis clos, tandis que la ville a refusé d'offrir des arrangements comparables aux groupes communautaires engagés dans l'agriculture urbaine depuis des années. Selon eux, le résultat est un potentiel « accaparement des terres » qui générera de la richesse pour quelques hommes blancs, minera l'autonomie et les initiatives des Afro-Américains (82 % de la population de la ville), créera un embourgeoisement à proximité des fermes et menacera la viabilité des fragiles systèmes sociaux et économiques qui commencent à réémerger à partir de la base. Des leaders *grassroots*, s'inspirant de la longue histoire en matière de lutte pour les droits civiques, du *Black Power* et des luttes syndicales, ont mis sur pied une solide opposition au modèle commercial, lui préférant une propriété collective des terres gérée par les groupes communautaires (Carr, 2010 ; Gallagher, 2010, 2012a, 2012b ; Howell, 2012). Cependant, le groupe Hantz semble actuellement sur le point de l'emporter, ayant acquis un vaste ensemble de parcelles pour une somme extrêmement modeste (Reel, 2014).

La manière dont les initiatives d'agriculture urbaine de Détroit, qu'elles soient communautaires ou menées par des entreprises, pourront se développer, se concurrencer radicalement, coexister dans le cadre d'une polyculture complexe, ou parvenir à former des alliances stratégiques inattendues, n'est toujours pas claire. L'avenir des nouveaux matérialistes dépendra en grande partie de la capacité des organisations de base à entremêler la résistance et le pouvoir souple et créatif par rapport à un complexe corporatif et municipal qui est susceptible de poser de grands défis aux possibilités radicales des nouveaux mouvements matérialistes dans la ville. Ceux qui seront insuffisamment attentifs au pouvoir et allergiques à la contestation pourraient très bien être mal préparés à affronter les défis qui vont fort probablement émerger. La question clé est de savoir si ces mouvements pourront surmonter ces difficultés, prendre de l'ampleur et véritablement menacer les flux de pouvoir et de biens actuels.

Des conflits similaires apparaissent dans d'autres secteurs, comme celui de la production d'énergie. Du Danemark au Mexique, des exemples de collusion entre de grands producteurs d'énergie éolienne étrangers, les industries consommatrices d'énergie et les gouvernements ont grandement restreint le développement de parcs éoliens communautaires et coopératifs, et ont été favorables à des projets plus propices aux mégacirculations concentrées de capitaux, d'énergie et de financement. En réponse à cette situation, des communautés se sont impliquées dans des mouvements de résistance et se sont mises à la recherche d'autres solutions (Kruse and Maegaard, 2010 ; Maegaard, 2010 ; Oceransky, 2010).

Des contestations sont en cours entre les logiques de la mégacirculation et celles du matérialisme durable, ce qui paraît réitérer les luttes de longue date entre les logiques des «*enclosures*» et celles des communs. Toutefois, il pourrait y avoir des opportunités pour de nouvelles formes de politiques souples et stratégiques qui oscilleraient entre mode de collaboration inventif et contestation, de façon à bonifier le pouvoir des initiatives citoyennes en cooptant des éléments plus «*amicaux*» de l'appareil de mégacirculation, donnant une impulsion supplémentaire aux flux décentralisés. Dans ce contexte, les mouvements néo-matérialistes pourraient apprendre de nouveaux arts politiques en travaillant de façon créative avec une base évolutive au sein de flux, de modes et d'intervenants aux intérêts et visions diversifiés, tout en cultivant simultanément leur capacité à discerner, à contester et à surmonter les obstacles assimilatifs posés par des courants puissants et changeants (Coles, 2015).

Conclusion

Les dangers énoncés ne diminuent pas le potentiel des mouvements que nous avons explorés. Nous soupçonnons que ces défis et ces possibilités seront de plus en plus à l'avant-plan de ces initiatives, et deviendront un point focal pour la recherche future ayant pour objet la compréhension et l'avancement des possibilités pour les nouveaux mouvements matérialistes durables. Selon nous, les critiques directes que proposent ces mouvements, par l'entremise de leurs valeurs, stratégies et structures, sont prometteuses. Néanmoins, nous sommes encore loin de comprendre si et comment de tels groupes pourront perdurer au sein des cadres normatifs que nous suggérons ici, et si ces approches peuvent réussir à remplacer les puissants flux et pratiques contestés.

Comme nous l'avons remarqué plus tôt, l'argument ici n'est pas que ces mouvements représentent l'évolution unique ou même majoritaire des nouveaux mouvements écologistes. Ils sont cependant représentatifs d'une disposition et d'une pratique cruciale et en croissance. S'il y a peu de raison de croire que la majorité des gens ait véritablement le désir ou le pouvoir de désactiver directement les principaux lieux et canaux de la gouvernabilité circulatoire, nous assistons peut-être à la reconstitution progressive d'individus, de collectivités et de pratiques de production, de fabrication, de distribution et de consommation (agri)culturelles sur les sites bordant les flux capillaires de production et d'absorption. Comme le disait Esteva : «Coca-Cola et Marlboro n'ont pas de "véritable existence" ou de pouvoir là où les gens les ignorent ; elles n'ont pas plus de pouvoir que le pouvoir que nous sommes prêts à leur accorder en "croyant" en ce qu'elles ont à nous offrir» (Esteva et Prakash, 1998 : 31). Notre question concerne la transformation de cette croyance dans la vie quotidienne et la façon dont les gens pourraient organiser une non croyance massive et des visions et pratiques de rechange aux niveaux capillaires de notre mobilisation. Cela pourrait se faire exactement en remplaçant les flux existants par de nouveaux systèmes de production et de consommation communautaires, locaux et engagés.

Au sein des mouvements de justice alimentaire, des coopératives énergétiques et même chez de nombreux artisans, il existe un sentiment commun : alors que les sociétés humaines sont la cause des changements climatiques et d'une myriade d'autres maux environnementaux et politiques, la structure même de notre immersion dans le monde naturel et la façon dont nous subvenons à nos besoins primaires ne fonctionnent tout simplement pas. La mythologie des circulations, des pratiques et des relations actuelles, autant au sein des communautés humaines qu'au-delà du fossé humain/non humain, est de plus en plus remise en question. Les groupes dans ces mouvements voient les pratiques actuelles affaiblir à la fois la capacité des êtres, des communautés humaines et des assemblages humano-écologiques ; ils commencent à remettre en question la participation quotidienne aux pratiques sociales et matérielles qui nous ont menés à nos difficultés actuelles.

Un geste individuel (un vote ou, plus probablement, un achat en particulier) peut nous éloigner momentanément des flux problématiques et, donc, apaiser nos valeurs. Toutefois, ces gestes isolés ne sont simplement pas suffisants pour interrompre les flux des pratiques industrialisées dévitalisantes, anti-environnementales et inévitables. Voilà pourquoi, selon nous, de plus

en plus de citoyens et de groupes communautaires conçoivent et participent à des flux alimentaires et à des systèmes énergétiques alternatifs.

Il s'agit de réponses collectives de mouvements, et de l'institutionnalisation à l'échelle de communautés des flux matériels et des pratiques quotidiennes durables. Ces réponses confrontent le pouvoir en s'éloignant des flux matériels et financiers existants. Elles confrontent les politiques vides et individualistes en incarnant d'autres solutions plutôt qu'en appuyant simplement des valeurs, des politiques ou des candidats. Enfin, elles embrassent l'immersion humaine dans le reste du monde naturel en reconfigurant les flux alimentaires, énergétiques et autres besoins essentiels.

Remerciements

Les auteurs tiennent à remercier Sam Chambers et les réviseurs de *Contemporary Political Theory* pour leurs suggestions incisives à l'endroit d'une version précédente de cette étude. Ils souhaitent aussi remercier John Meyer et les participants à l'atelier *The Greening of Everyday Life* présenté au Rachel Carson Center de Munich en 2014. Les auteurs voudraient aussi remercier l'*Australian Research Council* de sa participation financière par le biais de la bourse DP140103863, qui a rendu possible une partie de cette recherche.

—

Au sujet des auteurs

David Schlosberg est professeur de politique environnementale à la faculté de relations gouvernementales et internationales de l'Université de Sydney et codirecteur du *Sydney Environment Institute*. Ses travaux se concentrent sur la pensée politique environnementale, la justice climatique et environnementale, et les théories et pratiques des mouvements écologiques. Ses plus récentes publications comprennent *The Oxford Handbook of Environmental Political Theory* (Oxford, 2015, coédité avec Cheryl Hall, Teena Gabrielson et John Meyer), *Political Animals and Animal Politics* (Palgrave, 2014, coédité avec Marcel Wissenburg) et *Climate-Challenged Society* (Oxford, 2013, corédigé avec John Dryzek et Richard Norgaard).

Romand Coles est professeur-chercheur à l'Institute for Social Justice de l'Université catholique australienne de Sydney, en Australie. Ses travaux sont axés sur les intersections entre la théorie politique, la recherche active, la pensée écologique et les mouvements sociaux. Il a entre autres publié *Visionary Pragmatism: Radical and Ecological Democracy* (Duke University Press, 2015); *Radical Future Pasts: Untimely Political Theory*, édité en collaboration avec Mark Reinhardt et George Shulman (University of Kentucky Press, 2014); *Christianity, Democracy and the Radical Ordinary: Conversations between a Radical Democrat and a Christian*, avec Stanley Hauerwas (Wipf and Stock, 2007); et *Beyond Gated Politics: Reflections for the Possibility of Democracy* (University of Minnesota Press, 2005).

Bibliographie

Apostolidis, P. 2010. *Breaks in the Chain: What Immigrant Workers can Teach America about Democracy*. Minneapolis, University of Minnesota Press.

Abramsky, K. (dir.). 2010. *Sparking a Worldwide Energy Revolution: Social Struggles in the Transition to a Post-Petrol World*. Oakland, AK Press.

Agyeman, J. *Introducing Just Sustainabilities: Policy, Planning, and Practice*. Londres, Zed Books. (2013).

Alcon, A.H. et Agyeman, J. (2011). *Cultivating Food Justice: Race, Class, and Sustainability*. Cambridge, MIT Press.

Anderson, C. 2012. *Makers: The New Industrial Revolution*. New York, Crown Business.

Barry, J. 2012. *The Politics of Actually Existing Unsustainability: Human Flourishing in a Climate Changed, Carbon-Constrained World*. Oxford, Oxford University Press.

Bennett, J. 2010. *Vibrant matter: a political ecology of things*. Raleigh, Duke University Press.

Berry, W. 2010. *What Are People For?* deuxième édition. Berkeley, Conterpoint Press.

Boggs, G.L. 2012. *The Next American Revolution: Sustainable Activism for the Twenty-First Century*. Berkeley, University of California Press.

Bonfiglio, O. 2012. «Big government and big corporations befriend the local food movement», *Energy Bulletin*, 16 février. <olgabonfiglio.blogspot.com/2012/02/big-government-and-big-corporations.html>. Page consultée le 17 mai 2013.

Bomberg, E. et McEwen, N. 2012. «Mobilizing community energy», *Energy Policy*, 51 : 435-444.

Botsman, R. et Rogers, R. 2010. *What's Mine is Yours: The Rise of Collaborative Consumption*. New York, HarperBusiness.

Browning, G. 2008. «An interview with Bonnie Honig», *Contemporary Political Theory*, 7,4 : 434-443.

Bullard, R. 1993. *Confronting Environmental Racism: Voices from the Grassroots*. Boston, South End Press.

Carr, A. 2010. «Detroit: The business of urban agriculture», *The Boggs Blog*. <conversationsthatyouwillneverfinish.wordpress.com/2010/08/11/detroit-the-business-of-urban-agriculture/>. Page consultée le 16 mai 2013.

Chatterton, P. et Cutler, A. 2008. *The Rocky Road to a Real Transition: The Transition Towns Movement and What It Means for Social Change*, <<http://www.paulchatterton.com/2009/08/17/the-rocky-road-to-a-real-transition-reprinted-with-new-preface/>>. Page consultée le 6 juin 2015.

Coles, R. 2015. *Visionary Pragmatism: Radical and Ecological Democracy*, Durham, Duke University Press.

Coles, R. 2012. «The promise of democratic populism in the face of contemporary power», *The Good Society*, 21,2 : 177-193.

Coole, D. et Frost, S. (dir.) 2010. *New Materialisms: Ontology, Agency, and Politics*. Durham, Duke University Press.

- Connolly, W. 2011. *A World of Becoming*. Durham, Duke University Press.
- Dunlap, R. et Mertig, A. 1997. «Global environmental concern: An anomaly for postmaterialism», *Social Science Quarterly* 78,1 : 24–29.
- Esteva, G. et Prakash, M.S. 1998. *Grassroots Post-Modernism: Remaking the Soil of Cultures*. Londres, Zed Books.
- Foucault, M. 2009. *Security, Territory, Population: Lectures at the College de France 1977–78*. New York, Picador.
- Gabrielson, T. 2011. «The normalized toxic body: A site for theorizing an environmental politics». Exposé présenté à la Western Political Science Association. <<http://ssrn.com/abstract=1766653>>. Page consultée le 6 juin 2015.
- Gallagher, J. 2010. *Reimagining Detroit: Opportunities for Redefining an American City*. Détroit, Wayne State University Press.
- Gallagher, J. 2012a. «Detroit residents speak out against project, City Council at Hantz Woodlands hearing», <www.freep.com/article/20121210/NEWS01/121210076/Detroit-residents-speak-out-against-project-City-Council-Hantz-Wodlands-hearing>. Page consultée le 16 mai 2013.
- Gallagher, J. 2012b. «Critics say Hantz getting unfair advantage as Detroit council prepares to revisit plan for land sale», <www.freep.com/article/20121210/BUSINESS06/312100041/critics-say-hantz-getting-unfair-advantage-as-detroit-council-prepares-to-revisit-plan-for-land-sale>. Page consultée le 16 mai 2013.
- Gottlieb, R. et Joshi, A. 2010. *Food Justice*. Cambridge, MIT Press.
- Guha, R. et Martinez-Alier, J. (dir.) 1997. *Varieties of Environmentalism*. Londres, Earthscan.
- Hess, D. J. 2009. *Localist Movements in a Global Economy: Sustainability, Justice, and Urban Development in the United States*. Cambridge, MIT Press.
- Hobson, K. 2013. «On the making of the environmental citizen», *Environmental Politics*, 22,1 : 56–72.
- Hopkins, R. 2008. *The Transition Handbook: From Oil Dependency to Local Resilience*. White River Junction, Chelsea Green.
- Hopkins, R. 2011. *The Transition Companion: Making Your Community More Resilient in Uncertain Times*. White River Junction, Chelsea Green.
- Howell, S. 2012. «Lessons from Marathon?», *The Boggs Blog*, conversations that you will never finish. <wordpress.com/2012/01/16/lessons-from-marathon-by-shea-howell/>. Page consultée le 16 mai 2013.
- Inglehart, R. 1989. *Culture Shift in Advanced Industrial Society*. Princeton, Princeton University Press.
- Inglehart, R. 1997. *Modernization and Postmodernization*. Princeton, Princeton University Press.
- Inglehart, R. et Welzel, C. 2005. *Modernization, Cultural Change, and Democracy: The Human Development Sequence*. Cambridge, Cambridge University Press.
- Khan, G. 2009. «Agency, nature and emergent properties: An interview with Jane Bennett», *Contemporary Political Theory*, 8,1 : 90–105.

Kruse, J. et Maegaard, P. 2010. «An authentic story of how a local community became self-sufficient in pollution-free energy from wind and created a source of income for the citizens», dans K. Abramsky (dir.) *Sparking a Worldwide Energy Revolution: Social Struggles in the Transition to a Post-Petrol World*. Oakland, AK Press.

Latour, B. 2011. «Love your monsters», dans M. Shellenberger et T. Nordhaus (dir.) *Love Your Monsters: Postenvironmentalism and the Anthropocene*. Oakland, Breakthrough Institute.

Loftus, A. 2012. *Everyday Environmentalism: Creating an Urban Political Ecology*. Minneapolis, University of Minnesota Press.

Lovins, A. 1979. *Soft Energy Paths*. New York, Harper Colophon.

MacGregor, S. 2009. «Natural allies, perennial foes? On the trajectories of feminist and green political thought», *Contemporary Political Theory*, 8,3 : 317–350.

Maegaard, P. 2010. «Denmark: Politically-induced paralysis in wind power's homeland and industrial hub», dans K. Abramsky (dir.) *Sparking a Worldwide Energy Revolution: Social Struggles in the Transition to a Post-Petrol World*. Oakland, AK Press.

Maniates, M. et Meyer, J. (dir.) 2010. *The Environmental Politics of Sacrifice*. Cambridge, MIT Press.

Maniates, M. F. 2012. Everyday possibilities. *Global Environmental Politics*, 12,1 : 121–125.

Matchar, E. 2011. «The new domesticity: Fun, Empowering, or a step back for American women?», *Washington Post*, 25 novembre, <http://articles.washingtonpost.com/2011-11-25/opinions/35282982_1_jam-new-domesticity-domestic-work>.

Matchar, E. 2013. *Homeward Bound: Why Women are Embracing the New Domesticity*. New York, Simon and Shuster.

Oceransky, S. 2010. «Fighting the enclosure of wind: Indigenous resistance to the privatization of the wind resource in Southern Mexico», dans : K. Abramsky (dir.) *Sparking a Worldwide Energy Revolution: Social Struggles in the Transition to a Post-Petrol World*. Oakland, AK Press.

Payne, K. 2011. *The Hip Girls Guide to Homemaking*. New York, Harper Design.

Petrini, C. 2004. *Slow Food: The Case for Taste*. New York, Columbia University Press.

Petrini, C. 2010. *Terra Madre: Forging a New Global Network of Sustainable Food Communities*. White River Junction, Chelsea Green.

Pollan, M. 2007. *Omnivore's Dilemma*. New York, Penguin.

Princen, T. 2005. *The Logic of Sufficiency*. Cambridge, MIT Press.

Read, R. 2008. «Transition towns are great – But they won't save us, without help», <<http://rupertsread.blogspot.com.au/2008/02/transition-towns-are-great-but-they.html>>. Page consultée le 6 juin 2015.

Reel, M. 2014. «Saving Detroit, one tree at a time», *Bloomberg Businessweek*, 2 septembre, <<http://www.businessweek.com/articles/2014-09-02/detroits-john-hantz-plants-tree-farm-to-fight-urban-decay#p1>>.

Schurman, R. et W. Munro. 2010. *Fighting for the Future of Food: Activists versus Agribusiness in the Struggle over Biotechnology*. Minneapolis, University of Minnesota Press.

Schlosberg, D. 2007. *Defining Environmental Justice*. Oxford, Oxford University Press.

Shiva, V. (dir.). 2007. *Manifestos on the Future of Food and Seed*. Boston, South End Press.

Shiva, V. 2008. *Soil Not Oil*. Boston, South End Press.

Sirriani, C. 2009. *Investing in Democracy: Engaging Citizens in Collaborative Governance*. Washington D.C., Brookings.

Stanton, A. et al. 2008. *Wall-E*. Burbank, Walt Disney Home Entertainment.

Strom, S. 2012. «Has organic been oversized?», *New York Times*, 7 juillet.

Szasz, A. 1994. *Ecopopulism: Toxic Waste and the Movement for Environmental Justice*. Minneapolis, University of Minnesota Press.

Sze, J. 2006. «Boundaries and border wars: DES, technology, and environmental justice», *American Quarterly* 58(3) : 791-814.

Taylor, S. 2013. «Vegans, freaks, and animals: Toward a new table fellowship», *American Quarterly*, 65,3 : 757-764.

United States Department of Agriculture (USDA). 2013. «Farmers markets and local food marketing», <<http://www.ams.usda.gov/AMSV1.0/farmersmarkets>>. Page consultée le 6 juin 2015.

Walker, G., P. Devine-Wright, S. Hunter, H. High et B. Evans 2010. «Trust and community: Exploring the meanings, contexts and dynamics of community renewable energy», *Energy Policy*, 38,6 : 2655-2663.

Washick, B., E. Wingrove, K. Ferguson et J. Bennett. 2015. «Politics that matter: Thinking about power and justice with the new materialists», *Contemporary Political Theory*, 14,1 : 63-89.

Whitford, D. 2009. «Can farming save Detroit?», *CNN Money*, 29 décembre, <http://money.cnn.com/2009/12/29/news/economy/farming_detroit.fortune/>.

Winne, M. 2011. *Food Rebels, Guerrilla Gardeners, and Smart-Cookin' Mamas: Fighting Back in an Age of Industrial Agriculture*. Boston, Beacon Press.

Whiteside, K. 2013. «A representative politics of nature? Bruno Latour on collectives and constitutions», *Contemporary Political Theory*, 12,3 : 185-205.

Wolin, S. 2008. *Democracy Inc: Managed Democracy and the Specter of Inverted Totalitarianism*. Princeton, Princeton University Press.



Cet article est sujet à des droits d'auteurs en vertu d'une licence Creative Commons Attribution 3.0 Unported. Les images ou d'autres matériels de tierces parties utilisés dans cet article sont inclus dans la licence Creative Commons, à moins d'indication contraire; si le matériel n'est pas inclus en vertu de la licence Creative Commons, les utilisateurs devront obtenir la permission du détenteur de la licence pour reproduire le matériel. Pour consulter un exemplaire de la licence, rendez-vous à l'adresse <http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/>.